

Déclaration de la Direction du SYNARES

L'Assemblée Générale de l'Intersyndicale des UNBs a voté ce mardi 08 avril 2014 la suspension de la grève générale qui a commencé depuis le 07 janvier 2014, il y a donc plus de trois mois.

Cette suspension a été obtenue après de longs et pathétiques débats où se sont affrontées deux positions nettes, avec tout de même un point commun d'appréciation à savoir que l'essentiel des revendications, objet de la longue grève n'a pas été obtenu : la garantie des libertés démocratiques et de la sécurité physique des citoyens.

La direction du SYNARES tient avant tout à féliciter vivement tous les enseignants, toute la communauté universitaire pour cette mobilisation massive et impressionnante autour d'une question aussi importante que la sauvegarde des libertés et de l'Etat de droit. La longue mobilisation de la communauté autour de cette question immatérielle, pendant laquelle, Doyens, Directeurs, équipe rectorale, enseignants de tous grades, étudiants, personnels administratif et de service se sont donné la main dans un élan généreux et de solidarité, traduit bien la bonne compréhension des enjeux de cette grève différente de celle que les UNBs ont connue en 2009-2010 pour l'amélioration de la condition enseignante. Bravo encore !

Mais c'est justement à cause de cet enjeu bien perçu par tous et du fait de l'entêtement, du refus catégorique du gouvernement à donner des gages sûrs que la Direction du SYNARES estime qu'il y a problème dans la période et la forme de la suspension de la grève.

L'unanimité est faite qu'on a affaire à un problème de mauvaise gouvernance avec un gouvernement enclin au non respect de la Constitution, un gouvernement peu scrupuleux du respect de la réglementation en vigueur. C'est la mauvaise

gouvernance qui fait qu'on a eu la répression sanglante du 27 décembre 2013, qu'on a mis deux mois pour reconnaître que les défalcons sur salaire étaient illicites et qu'il fallait les restituer, qu'on a mis plus de deux mois à reconnaître que le sang versé le 27 décembre n'était pas du maquillage et qu'il fallait présenter ses excuses aux victimes.

C'est cette mauvaise gouvernance qui fait que le gouvernement persiste à violer l'article 19 de la Constitution en refusant obstinément à sanctionner les auteurs que sont le Préfet Placide AZANDE et le Commissaire Central AGOSSADOU Pierre.

Face à un tel gouvernement qui finit par céder sous la pression des travailleurs, un petit effort était nécessaire pour parvenir au but.

C'est cet effort que l'AG se refuse à faire, dans un contexte où sur le plan national, des milliers d'élèves arrivent à la rescousse, où des milliers de vacataires dont la précarité de l'emploi constitue pour notre fonction une plaie inadmissible, arrivent à la lutte.

Non, la période de la suspension n'est pas juste. A la limite, elle constitue un appui inespéré au gouvernement.

La Direction du Synares prend acte de cette incompréhension et faiblesse de l'AG sur l'impact de la grève et invite à une profonde réflexion.

Elle reste solidaire des décisions de poursuite de la grève prises par la CSTB, sa confédération mère et la Fésyntra-Finances et exhorte les travailleurs des autres secteurs à poursuivre le mouvement de grève.

Quant à nous, à l'Université, nous devons alors rechercher les formes les mieux pertinentes pour la poursuite de la pression sur le gouvernement, tel qu'indiqué par l'AG : sit-in, marches, conférences publiques d'information et de communication. C'est seulement ainsi que nous honorerons notre propre engagement à défendre les acquis démocratiques pour lesquels nous avons historiquement consenti de lourds sacrifices.

- Non à l'autocratie et à la liquidation des acquis démocratiques !
- Vive l'unité d'action entre les travailleurs des différents secteurs d'activités !

Cotonou, le 10 Avril 2014.

Pour le Bureau Exécutif,
Le Secrétaire Général

Fulgence AFOUDA